

Veille & territoires

342 - 30 octobre 2023



Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste

Rapport annuel sur l'état de la France en 2023

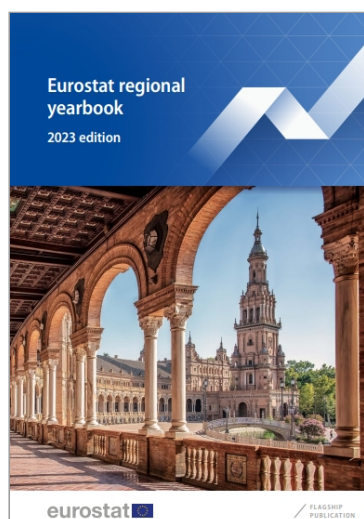
Cese, Marianne Tordeux-Bitker. Octobre 2023. 148 p.

Conflits armés, inflation persistante, mouvements sociaux puis épisodes de violence de l'été et de l'automne, l'année 2023 a impacté fortement les Françaises et Français. Au cœur de leurs préoccupations révélées dans le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) du Cese : l'amplitude des inégalités, le pouvoir d'achat, et enfin, la prise de conscience des impacts du dérèglement climatique et les efforts principalement financiers

qu'ils entraînent. Face à ces inquiétudes, le Cese appelle les pouvoirs publics à agir de façon coordonnée et ambitieuse.

► Le rapport ► La synthèse

Cohésion territoriale



Annuaire régional Eurostat 2023

Eurostat, Commission européenne, 2023. 232 p.

Portrait statistique de l'UE à travers ses régions, à partir de données approfondies et ciblées sur la population, l'économie et l'environnement. Cette édition de l'annuaire régional se concentre sur l'Année européenne des compétences, conçue pour aider les individus à acquérir les compétences appropriées pour des emplois de qualité tout en aidant les entreprises à remédier aux pénuries de compétences. Des chapitres approfondis sur l'éducation et le marché du travail évaluent la situation des différentes régions.

► Toutes les cartes présentées dans l'annuaire sont également disponibles dans l'Atlas statistique sous forme de cartes interactives

► Voir également l'édition interactive Régions d'Europe -2023

► **L'état des régions et des villes dans l'Union européenne - Rapport annuel 2023**

Gérer les crises, apporter des solutions, construire l'avenir

Comité européen des régions, octobre 2023. 152 p.

Le rapport fournit un aperçu des enjeux les plus pressants auxquels sont confrontées les régions et les villes de toute l'Europe, ainsi que des solutions de terrain visant à guider les décisions stratégiques de l'Union. Il comprend des informations sur la manière dont les régions et les villes font face aux crises, et contribuent à la transformation à long terme de nos sociétés, au moyen de la transition écologique et numérique, tout en renforçant la cohésion.

► Le rapport

► Allocution de Vasco Alves Cordeiro président du Comité européen des régions

► **Living conditions and quality of life. Bridging the rural-urban divide : addressing inequalities and empowering communities**

Eurofound, Massimiliano Mascherini and al. Publications Office of the European Union, Research Report, october 2023. 92 p.

The Treaty of Lisbon established territorial cohesion as the third dimension of European cohesion. Despite the high priority given in policy to achieving geographically balanced economic development, gaps in living conditions still exist between rural and urban areas. In some cases, these gaps are growing. This report documents rural–urban differences in social, political, cultural and economic outcomes. These differences may pose a serious threat to social cohesion in Europe. Indeed, this report finds that rural residents more often perceive themselves as disregarded by governments and have lower levels of trust in governments and institutions than urban residents. Moreover, public service provision in rural areas is poorer than in urban areas, and gaps in provision are continually emerging. To ensure a bright future for all areas, innovative solutions to combat economic decline must be found. This report outlines creative solutions that are being deployed across Member States to provide services in remote areas.

Collectivités territoriales - Intercommunalité

► **Les finances publiques locales 2023 - Fascicule 2. Rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements**

Cour des Comptes, octobre 2023. 232 p.

Dans un premier fascicule de son rapport annuel sur les finances publiques locales, publié le 4 juillet dernier, la Cour a montré que les collectivités territoriales, prises globalement, avaient connu, comme l'année précédente, une situation financière très favorable en 2022. Dans ce second fascicule, la Cour relève que la situation financière des collectivités, surtout des départements et des régions, pourrait connaître en 2023 une évolution moins positive, du fait de ressources fiscales moins dynamiques et des effets de l'inflation sur les dépenses. Elle examine également trois aspects complémentaires du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales et avance des propositions pour conforter l'autonomie financière des collectivités, pour renforcer la péréquation en faveur des

collectivités qui en ont besoin et pour rendre plus efficaces les dispositifs contractuels trop nombreux et insuffisamment exigeants, par lesquels l'Etat et les collectivités mettent en œuvre des actions communes.

► Le rapport (232 p.) ► La synthèse (14 p.)

► Les communautés de communes ont 30 ans !

Intercommunalités de France, octobre 2023. 16 p.

De nombreuses communautés de communes ont été créées il y a tout juste 30 ans, après la loi ATR. Elles ont été les pionnières de l'intercommunalité. A l'occasion de cet anniversaire, Intercommunalités de France revient sur leur histoire, leur diversité, leurs compétences. Elle présente également des initiatives pionnières, des témoignages d'élus et les grands enjeux des années à venir.

Densité urbaine

► ZAN : Etude sur la perception de la densité urbaine

Chaire REALITES x Audencia, Quentin Missir. Octobre 2023

L'objectif « zéro artificialisation nette » fixé dans la loi pour 2050 amène les villes à se densifier. Cela pose de nombreuses questions, notamment sur les perceptions de la densité urbaine et l'acceptation de la densification par les usagers. La Chaire REALITES x Audencia a réalisé une étude sur ce sujet complexe à travers une revue de littérature, des enquêtes de terrain auprès de 21 acteurs de l'urbanisme dans le Grand Ouest et une enquête nationale ayant touché un échantillon représentatif de 2 000 Français. L'étude vise à détailler les facteurs qui jouent sur la perception de la densité urbaine mais s'attache surtout à montrer en quoi cette perception demande à être appréhendée au regard des contextes propres à chaque territoire et à chaque projet urbain.

► La synthèse de l'étude ► Le replay de la restitution de l'étude (1h33)

Développement territorial

► Économie circulaire et attractivité : dynamiser son territoire grâce à l'économie circulaire

Association Orée, octobre 2023. 56 p. Coll. *Économie circulaire et création de valeurs*

Ce recueil propose contenus académiques, regards d'experts et retours d'expérience sur l'impact de l'économie circulaire pour l'attractivité des territoires. Au programme, un panorama des bénéfices de l'économie circulaire : ancrage territoriale des activités, stimulation de l'innovation, compétitivité économique, création d'emplois localisés, ...

► La publication

► Panorama des Pôles Territoriaux et Pays

Association nationale des Pôles territoriaux et des Pays (ANPP), octobre 2023. 6 p.

Ce panorama des Pôles territoriaux et des Pays fournit l'occasion de (re)découvrir les Territoires de projet, leurs caractéristiques, leur philosophie et les missions qu'ils portent. D'une population moyenne de 90.000 habitants, les Territoires de projet couvrent 62% du territoire pour 47 % de la population française. Structurés autour d'un projet de territoire stratégique, intégré et partagé, ils accompagnent leurs membres et les acteurs locaux, via une ingénierie financière et d'animation dédiée, dénommée ingénierie du développement local et des transitions.

► Bien-Vivre : clé d'un développement pour tous les territoires

Crois/Sens, 2023. 86 p.

Fondée sur l'innovation territoriale, la conception de Crois/Sens d'une économie du Bien-Vivre, créatrice d'emplois dans les territoires, repose sur la mobilisation de toutes les ressources locales qui peuvent permettre à tous les habitants de « bien vivre », au sens où ils l'entendent, là où ils habitent. Elle repose également sur une organisation des différents acteurs et actrices du territoire en nouveaux réseaux de valeur : de type marchand, mais aussi social et écologique. L'innovation réside dans l'élaboration d'un projet collectif de mobilisation et de gestion des ressources propres à chaque territoire, mais aussi dans la mise au point d'un « modèle économique » qui ne nécessite aucune ressource publique nouvelle, grâce au cercle vertueux qui a pu être créé avec la finance solidaire et l'implication amont de promoteurs immobiliers. La démarche, qui suppose une forte implication des habitants, ne vise pas le « développement » des territoires au sens classique mais la transformation progressive d'espaces vivants, habités par des personnes concrètes, en véritables territoires de vie socialement et économiquement inclusifs.

► La publication



Soirée de mise en débat de la publication

Mercredi 15 novembre, de 19h à 21 h
à la Station 45 / Novaxia - 45 rue Saint-Charles
Paris 15eme – M° Duplex

Inès Fernandez, ingénieure récemment diplômée et actuellement en poste dans une entreprise de l'ESS présentera son rapport d'étonnement, puis des "grands témoins" réagiront aux propositions de Crois/Sens, avant d'ouvrir les échanges.

Inscription gratuite mais obligatoire

Logement

► Rapport d'information sur la décentralisation de la politique du logement

Assemblée nationale (Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation), David Valence. Octobre 2023. 76 p.

À l'heure où le logement fait l'objet de toutes les inquiétudes, le rapport d'information issu des Rencontres de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation, présenté au Palais Bourbon par le député David Valence (Renaissance, Vosges), fait valoir la pertinence d'une territorialisation des politiques publiques du logement.

► Le rapport

► Le soutien aux logements face aux évolutions climatiques et au vieillissement de la population

Communication au Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC) de l'Assemblée nationale. Cour des Comptes, octobre 2023. 82 p.

Depuis plus de quinze ans, les politiques publiques en matière d'habitat ont priorisé la rénovation énergétique, mais n'ont que peu pris en compte le vieillissement à domicile. L'adaptation des logements au vieillissement est une préoccupation tangible depuis 2013. Néanmoins, aucune politique publique d'ensemble n'a été développée depuis, malgré l'existence d'aides éparses et souvent anciennes. Le 1er janvier 2024, un nouveau dispositif piloté par l'Anah, « MaPrimeAdapt' » devrait être ouvert aux ménages modestes. Ce dispositif s'inspire, dans sa mécanique budgétaire, de « MaPrimeRénov' » en fusionnant deux grandes aides nationales : le programme « Habiter Facile » de l'Anah, le soutien financier « bien vieillir chez soi » de la Cnav. Dans ce contexte, les parlementaires du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC) de l'Assemblée nationale ont souhaité que la Cour mène une réflexion ex ante sur ce nouveau programme d'aide destiné aux ménages modestes. Le présent rapport offre des éléments de comparaison entre ce projet de dispositif et les aides antérieures, pour l'ensemble du parc de logements. Il s'emploie, par ailleurs, à évaluer l'adéquation entre les objectifs de cette nouvelle subvention et les besoins identifiés.

► Le rapport

► **Aménager le territoire pour répondre à la crise du logement**

Scet, Citadia, Ville en œuvre. Octobre 2023. 12 p.

Dans un contexte de raréfaction de l'offre de logements, l'étude préconise la complémentarité entre territoires voisins pour répondre à la demande des ménages. Pour mieux cerner les dynamiques territoriales à l'oeuvre, les auteurs ont mené un travail exploratoire d'analyse par bassins d'emploi. Cette analyse permettant d'identifier les territoires sous forte pression foncière et immobilière et ceux disposant d'une dynamique démographique mais également d'une vacance structurelle importante et d'une consommation d'espaces soutenue. Une quinzaine de périmètres où le niveau de tension est élevé parfois situés en continuité avec des territoires attractifs où la pression est moindre a été identifiée. Sur ces bases, les auteurs proposent des premières pistes d'actions en matière d'aménagement du territoire, compléments nécessaires aux approches fiscales souvent retenues.

► **Quelles difficultés d'accès des ménages les plus pauvres au parc social ?
(Synthèse)**

Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Défenseur des droits. Oct. 2023. 36 p. Coll. *Eclairages*

Cette étude réalisée par l'OFCE avec le soutien du Défenseur des droits se proposait d'objectiver les difficultés rencontrées par les demandeurs aux ressources les plus modestes dans l'accès au parc de logement social. À partir d'une exploitation statistique inédite des données du système national d'enregistrement de la demande (SNE), l'étude confirme une inégalité d'accès des ménages les plus pauvres au logement social. À la lumière des résultats observés et à l'heure de la généralisation de la cotation de la demande de logement social prévue par la loi en 2024, la Défenseure des droits recommande aux acteurs de l'attribution de vérifier que leur dispositif de cotation prend effectivement en compte les demandeurs les plus pauvres. Elle réitère ses recommandations visant à réexaminer le lien à la commune pris en compte dans ces dispositifs, alors que le lieu de résidence est un critère de discrimination interdit par la loi depuis 2014, ou encore à inscrire expressément dans la loi la primauté du droit au logement, qui doit être mis en œuvre sans discrimination, sur l'objectif de mixité sociale.

► La synthèse de l'étude

Logistique

► L'empreinte spatiale de la logistique au défi de la sobriété foncière

Institut Paris Region, Corinne Ropital, *Note rapide Economie*, n° 82, octobre 2023. 6 p.

Au cœur du système productif, l'empreinte immobilière et spatiale de la logistique reste mal connue et source de débats contradictoires. Dans le contexte de la révision du schéma directeur de la région Île-de-France, comportant un fort volet environnemental (Sdrif-E), et de l'objectif zéro artificialisation nette (ZAN), la place de la logistique dans les territoires franciliens est à réinventer. Une partie de la réponse consiste à agir sur le socle existant. Une démarche exploratoire de L'Institut Paris Region propose une mise en perspective de ces enjeux au regard du bâti exploité par la filière en Île-de-France.

► La note

Métropoles

► L'écologie politique contre les métropoles ?

Eric Charmes. *La Vie des idées*, octobre 2023. 17 p.

Depuis quelques années, les critiques des grandes villes se font plus vives, notamment du côté de l'écologie politique. Mais est-il vraiment envisageable de quitter les métropoles et de faire sécession d'avec l'ordre urbain qu'elles incarnent ?

Numérique

► Les territoires connectés et durables. Synthèse des recommandations

Valérie Nouvel, Présidente de la Mission sur les territoires connectés et durables. Octobre 2023. 20 p.

En mars 2023, le Gouvernement a signé un contrat avec les fédérations professionnelles du Comité Stratégique de Filière des infrastructures numériques. Dans ce cadre, une mission consacrée au développement des territoires connectés et durables a été confiée à Valérie Nouvel. L'objectif est de faire de la France un modèle du développement des usages et services numériques dans les collectivités territoriales. Le travail de Valérie Nouvel, assistée de la Direction générale des Entreprises (DGE), a porté sur les actions concrètes à engager et à proposer des familles d'usages prioritaires pour accélérer le passage à l'échelle des territoires connectés et durables. Une centaine de représentants d'entreprises, collectivités locales et organisations ont pris part aux échanges au cours de cette mission. Valérie Nouvel a transmis ses recommandations au ministre délégué chargé du Numérique et à la ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité.

► La synthèse des recommandations

► Les citoyen·nes à reconnecter ? La fracture numérique et le réengagement de l'État dans les mondes ruraux en France

Chloé Devez, *Participations*, 2023/2 (n° 36), pp. 117-140

À mesure que l'État français conduit sa dématérialisation, l'inclusion des populations en difficulté avec le numérique devient un enjeu majeur des politiques publiques. Cette contribution s'intéresse au dispositif « Conseiller numérique France services » et au travail relationnel qu'il implique. Lancé par le gouvernement en 2021, il visait à financer le recrutement de médiateurs et médiatrices numériques au sein de collectivités territoriales et d'associations. À partir d'une observation participante dans une

petite association rurale de formation à l'informatique, l'article montre que la mise en œuvre du dispositif repose sur les ressources sociales locales des promoteurs et promotrices du numérique et sur leur capacité à les mobiliser pour créer et s'insérer dans des réseaux institutionnels complexes.

Politique de la ville

► Comité interministériel des villes - Quartiers 2030 (Dossier de presse)

Chanteloup-les-Vignes, le 27 octobre 2023. 32 p.

Ce dossier de presse présente les mesures phares annoncées dans le cadre du Comité interministériel des villes (CIV) qui s'est tenu à Chanteloup-les-Vignes, le 27 octobre 2023.

- Axe 1 : "Pour la transition écologique" : ajout de 24 nouveaux quartiers retenus dans le programme « *Quartiers résilients* », doublement de la part du fonds vert investie dans les quartiers avec un objectif de 15 %, ...
- Axe 2 : "Pour le plein emploi" : déploiement du programme « *Entrepreneuriat Quartiers 2030* », déploiement d'un fonds en faveur des associations pour remobiliser des publics les plus éloignés de l'emploi, ...
- Axe 3 : "Pour nos services publics" : ouverture 8h-18h des collèges dès la rentrée 2024 et généralisation progressive des cités éducatives, extension des horaires des bibliothèques dans 500 quartiers, ...
- Axe 4 : "Pour une politique de la ville renouvelée" : élaboration de nouveaux contrats de ville 2024-2030 sur une géographie prioritaire actualisée, limitation de concentration de pauvreté dans les quartiers à travers les attributions de logements, ...

► Le dossier de presse

► L'égalité femmes-hommes : un enjeu pour la future contractualisation de la politique de la ville.

Replay des 4 webinaires

Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), octobre 2023

Le réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV) a proposé en 2023 un cycle de quatre webinaires autour de quatre enjeux relatifs à l'égalité femmes-hommes : vieillissement ; santé ; freins dans l'accès à l'emploi ; approche intégrée de l'égalité femmes hommes dans la politique de la ville. Les replays de ces quatre temps sont disponibles sur la chaîne YouTube du RNCRPV.

► Renouvellement urbain : quelle histoire !

ANRU, *En Villes*, numéro hors-série, octobre 2023. 32 p.

À l'occasion des 20 ans de l'Anru et du renouvellement urbain, l'agence nationale pour la rénovation urbaine propose un numéro spécial de sa revue "*En Villes*" consacré à l'histoire de cette politique publique nationale au service des quartiers prioritaires et de leurs habitants. Un voyage de 1850 à nos jours, à travers 32 pages de fait historique, d'analyse et de jeux pour (re)découvrir sa riche histoire.

► Le hors-série "*En Villes*"

► Métropole de Lyon, politique de la ville et quartiers populaires : quelle histoire depuis 2010 ?

Jean-Marc Berthet, Pierre Grosdemouge, Ludovic Viévard et al. (Métropole Grand Lyon - Millénaire 3), octobre 2023. 64 p.

Après la publication en 2010 d'une première contribution à l'histoire de la politique de la Ville dans la Métropole de Lyon, Millénaire 3 propose une rétrospective des grandes étapes qui ont jalonné près de quinze ans d'évolution des politiques locales et nationales consacrées à ces secteurs urbains.

► La publication

► En complément : "Participation électorale des QPV : que nous disent les résultats des scrutins nationaux ?" par Joël Gombin et Diane Thierry (Métropole Grand Lyon - Millénaire 3), octobre 2023

Santé

► Inégalités sociales et territoriales de santé dans le Grand Paris. Offre de soins, recours aux soins et actions en santé publique (Synthèse)

Clément Boisseul et Magda Maaoui. Atelier parisien d'urbanisme (Apur), octobre 2023. 12 p.

Les questions de santé sont au centre des enjeux métropolitains. La crise sanitaire a souligné la résilience du système de santé, mais aussi ses fragilités et l'ampleur des besoins au quotidien. Elle a aussi révélé les inégalités sociales et territoriales face à la maladie, touchant en particulier les plus précaires et ceux soumis à des facteurs de risque (surpoids, diabète, asthme...). Afin de documenter ces enjeux, une étude en trois volets portant sur les inégalités sociales et territoriales de santé dans la Métropole du Grand Paris a été réalisée dans le cadre du programme de travail 2023 de l'Apur.

Etudes précédemment parues :

- Volet 1 : Offre de soins dans le Grand Paris
- Volet 2 : Recours aux soins et aux dispositifs de prévention
- Volet 3 : Actions en santé publique : sensibilisation, promotion et prévention

► La synthèse

Sobriété foncière

► Zéro artificialisation nette (ZAN) : faut-il faire une pause ?

Sacha Czertok (Invité). France Culture, émission "Sous les radars", 14 octobre 2023. 28 mn

Élément-clé de la loi "climat et résilience", le dispositif "Zéro artificialisation nette" prévoit une artificialisation des sols neutre d'ici à 2050. Si la grande majorité des collectivités louent l'objectif, beaucoup dénoncent aussi un dispositif complexe, aux conséquences sociales injustes. Echanges avec Sacha Czertok, consultant au sein de la coopérative conseil Acadie.

► Sobriété foncière et égalité des territoires

Ceser Haut-de-France, Myriam Cau, Christophe Maertens. Rapport-avis du Ceser Haut-de-France, juillet 2023. 200 p.

Comme le rappellent les rapporteurs de cet avis, nous avons longtemps consommé, artificialisé nos terres avec une certaine insouciance. Pourtant le sol est une ressource épuisable qui nous rend d'immenses services : il filtre l'eau, stocke le carbone, nous nourrit, accueille nos logements et nos activités, ... Le temps de la sobriété foncière est désormais venu. Le présent rapport-avis est structuré selon trois chapitres : « Contexte et difficultés liées à la sobriété foncière », « La sobriété c'est possible : nouvelle approche et pistes de réflexion », et « Pour une égalité du territoire réaffirmée dans une stratégie d'aménagement régional ».

Transfrontalier

► Le commerce dans l'espace transfrontalier d'une résilience solitaire à une coopération transfrontalière

Hélène Yldiz, Béatrice Siadou-Martin, Mathias Boquet et al. *Les Cahiers de la Grande Région*, #7, septembre 2023. 32 p.

Grand réservoir de populations de l'Europe du Nord-Ouest et au carrefour de plusieurs pays (plus précisément, Allemagne, Belgique, France, Luxembourg), la Grande Région est traversée quotidiennement par plusieurs dizaines de milliers de personnes pour se rendre à leur travail mais également pour des activités de loisirs ou d'autres services. Ce sont autant de consommateurs potentiels qui représentent un moteur économique important pour ce territoire. Frappés par différentes crises, notamment la crise sanitaire de la Covid-19, les commerces implantés dans la Grande Région ont dû se réadapter et faire preuve de résilience à travers différents dispositifs. Ce numéro permet d'apporter des éléments de réponse et de réflexion autour des quatre questions suivantes. Les deux premières contributions éclairent sur les comportements adoptés alors que les deux suivantes explorent des dispositifs de management du commerce transfrontalier ...

► Les ruralités transfrontalières

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT). Focus, avril 2023 publ. octobre 2023. 4 p.

Couvrant une grande partie de l'Union européenne, les territoires ruraux sont hétérogènes dans leurs composantes, leurs dynamiques et leurs définitions. Les espaces ruraux transfrontaliers sont quant à eux différemment appréhendés de part et d'autre de la frontière, selon que l'on considère un seul versant ou le territoire dans son ensemble. Quels sont les différents types d'espace ruraux transfrontaliers ? Pourquoi est-il stratégique pour leur développement de mettre en œuvre des coopérations transfrontalières ? Quelles sont les politiques publiques pour les soutenir ?

► La coopération transfrontalière : un enjeu d'importance croissante

Frédéric Mac Kain. *Administration*, n° 279, pp. 96-98

La coopération transfrontalière devient un volet essentiel de l'action de l'État dans les secteurs concernés, d'abord parce que le nombre de Français travaillant au-delà de nos frontières est en croissance forte et ininterrompue, ensuite parce que beaucoup de résidents des zones frontalières (français ou originaires des pays voisins) utilisent régulièrement, et de plus en plus, les services publics de l'autre pays, enfin parce que l'interpénétration des activités en zone frontalière, et surtout là où elles sont le plus intégrées (franco-genevois, Luxembourg, Monaco) oblige à une concertation constante et intense avec le pays voisin.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> **Pour s'abonner au bulletin Veille & territoires : accès direct à l'encart d'inscription**

>> **Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr**

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© Octobre 2023 - Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)